

1 - Actualité nationale et internationale

BCE : taux d'intérêts inchangés et mise en place de l'assouplissement quantitatif

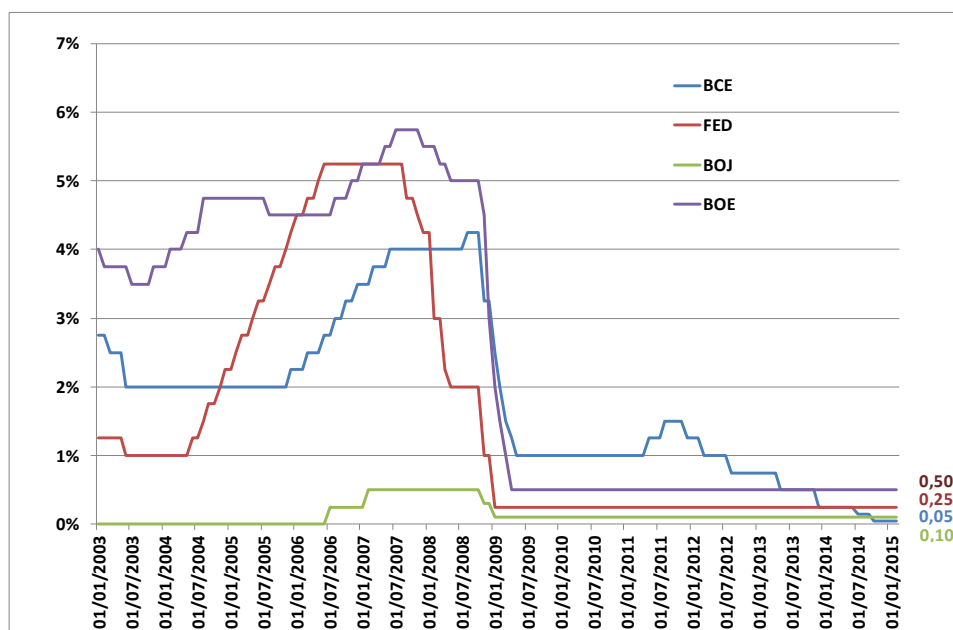
Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 mars 2015 à Nicosie, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE et est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle annoncées. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, [...] nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, l'accent est mis désormais sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement de nos décisions du 22 janvier 2015, nous commencerons, le 9 mars 2015, à acheter des titres en euros du secteur public sur le marché secondaire. [...] Comme nous l'avons précisé précédemment, les achats mensuels cumulés de titres des secteurs public et privé s'élèveront à 60 milliards d'euros. Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. [...] La situation sur les marchés financiers et le coût des financements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, aussi à la suite de nos précédentes mesures de politique monétaire. En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. [...] Dans un environnement marqué par l'amélioration de la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs, la transmission de nos mesures à l'économie réelle se renforcera, contribuant à une nouvelle amélioration des perspectives de croissance économique et une réduction de la sous-utilisation des capacités de production. »

Déclaration Introductive de Mario Draghi du 05/03/2015 : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-introductive-mars-2015.pdf

Questions fréquentes sur les achats d'actifs :

<https://www.ecb.europa.eu/home/html/faqassetpurchaseprogramme.fr.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : légère baisse des chômeurs en catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 481 600 en France métropolitaine fin janvier 2015. Ce nombre diminue par rapport à la fin décembre 2014 (-0,5 %, soit -19 100). Sur un an, il croît de 4,8 %.

La baisse du chômage continue en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,2 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 11,3 % de décembre 2014 et à celui de 11,8 % de janvier 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis avril 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de décembre 2014 et à celui de 10,6 % de janvier 2014. Eurostat estime qu'en janvier 2015, 23,815 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,059 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 156 000 dans l'UE28 et de 140 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2014, le chômage a baissé de 1,820 million de personnes dans l'UE28 et de 896 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en janvier 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,7 %) ainsi qu'en Autriche (4,8 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en novembre 2014) et en Espagne (23,4 %).

Inflation

Zone euro : hausse de l'inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,3% en février 2015, en hausse par rapport au mois de janvier où il était de -0,6%, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,1%, contre 1,0% en janvier), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5%, contre -0,1% en janvier), des biens industriels hors énergie (-0,2%, contre -0,1% en janvier) et de l'énergie (-7,9%, contre -9,3% en janvier).

France : augmentation de l'IPC en Février

En février 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après une baisse de 1,0 % en janvier. Sur un an, les prix à la consommation reculent de nouveau (-0,3 %, après -0,4 % en janvier).

États Unis

Test de résistance pour 31 banques

Soumises aux tests par la Fed, les banques sont parvenues à afficher un ratio de fonds propres égal ou supérieur à 5 %, dans le cadre d'un scénario de crise, a annoncé la Banque de réserve fédérale. En revanche, Deutsche Bank et Santander devraient faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur gestion des risques estimée insuffisamment prudente par la Fed.

Actualité législative

Arrêté du 19 février 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030309072>

Décision du 2 janvier 2015 portant nomination au collège de censeurs de l'IEOM

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030073992>

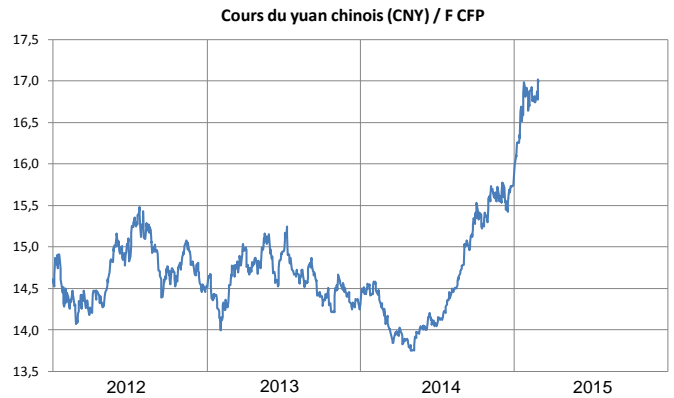
L'IEOM de Nouvelle-Calédonie a publié les études suivantes :

- Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au 4^{ème} trimestre 2014
- La note expresse NE n°153 – Tendances conjoncturelles – 4^e trimestre 2014
- Tableau de bord CEROM – Nouvelle-Calédonie – Mars 2015

2 – Actualité régionale

Chine : exportations records au mois de décembre

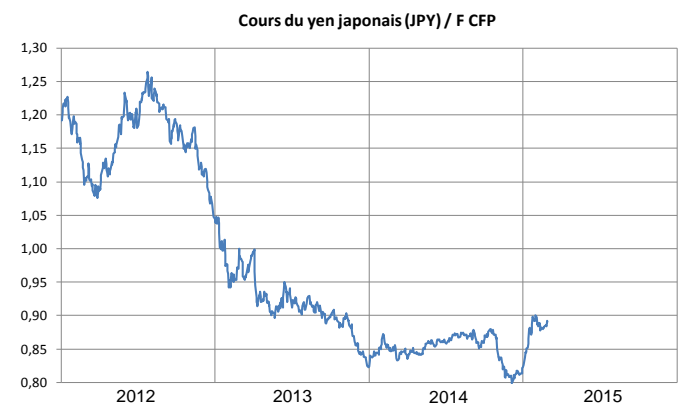
Selon l'institut de statistiques chinois, les exportations chinoises atteignent un nouveau record de 227,5 milliards d'USD en décembre 2014, en forte progression de 9,7 % sur un an. Cette évolution s'explique en partie par une appréciation du yuan plus forte que celle du dollar. Les importations chutent légèrement sur la même période (-2,4 %), pour s'établir à 177,9 milliards d'USD. L'excédent commercial double ainsi sur l'année, à 49,6 milliards d'USD.



Japon : croissance du PIB au quatrième trimestre

Le Japon a renoué avec la croissance en fin d'année. Son PIB est en progression de 0,6 % (CVS) au quatrième trimestre, après deux trimestres de contraction (-0,6 % et -1,7 %).

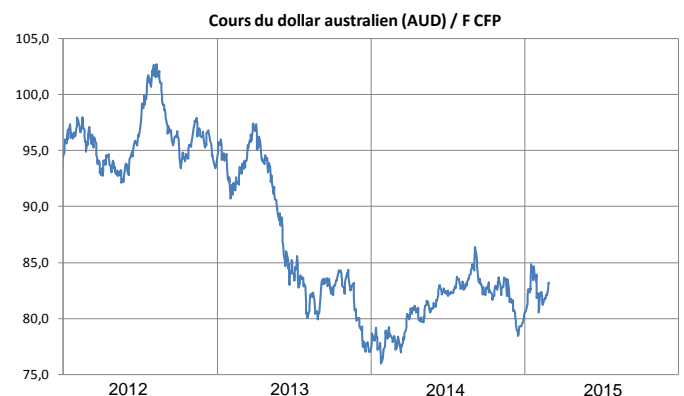
Sur la même période, l'indice des prix à la consommation accuse une baisse de 0,3%, alors qu'il avait progressé de manière continue depuis un an et demi. En glissement annuel, les prix augmentent néanmoins de 2,5 %, portés par les postes de l'énergie, de l'habillement, de l'alimentation et des biens culturels.



Australie : accélération de la croissance

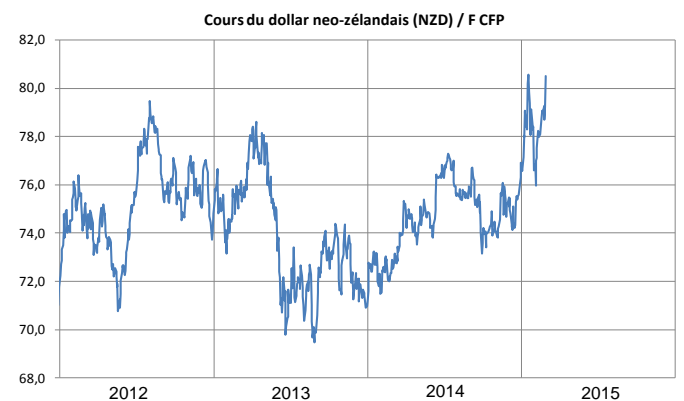
La croissance australienne est en hausse de 0,5 % (CVS) au quatrième trimestre, soit une progression légèrement plus importante qu'au trimestre précédent (+0,3 %). Cette évolution est tirée conjointement par la consommation et l'investissement, respectivement en augmentation de 0,8 % et 0,3 %. Sur un an, le PIB progresse de 2,5 %, pour s'établir à 1 558 milliards de AUD.

Lors de sa réunion du 3 mars 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son taux directeur inchangé à 2,25 %.



Nouvelle-Zélande : léger rétablissement de la balance commerciale

Le déficit commercial néo-zélandais s'établit à 904 millions de NZD au quatrième trimestre, soit 7,4 % des exportations, contre 1,0 milliard au troisième trimestre. Les exportations ont légèrement progressé (+0,9%, CVS), portées par la viande et les abats comestibles. Elles atteignent 12 milliards de NZD. Sur la même période, les importations sont en très faible diminution (-0,2 %), à 13 milliards de NZD.



3 – Brèves économiques locales

Extension des capacités de production de l'usine SMSP-Posco en Corée du Sud

Une deuxième ligne de production a été inaugurée vendredi 6 mars sur le site de l'usine calédo-coréenne SMSP-Posco à Gwan Yang, en Corée du Sud. Philippe Gomès (député de la Nouvelle-Calédonie), Gaël Yanno (Président du Congrès), et Valentine Eurisouké (membre du gouvernement), faisaient notamment partie de la délégation de Nouvelle-Calédonie présente en Corée pour l'occasion aux côtés d'André Dang (PDG de la SMSP). Cette deuxième ligne devrait permettre d'atteindre un volume total de 54 000 tonnes de nickel contenu. L'installation renforce les perspectives pour la filière calédonienne d'extraction de nickel, les mines de la SMSP fournissant le site de production coréen en minerai de nickel garniéritique. Les investissements réalisés en vue de l'extension de la production s'élèvent à 51,3 milliards de F CFP en Corée du Sud, tandis qu'ils s'établissent à 19 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie. Entrée en service en 2008, l'usine SMSP-Posco est gérée par la Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et Corée (SNNC), fruit du partenariat conclu en 2006 entre le groupe calédonien SMSP et le sud-coréen Posco.

Transfert du bénéfice de la taxe sur les jeux

Le 27 février 2015, le Conseil Constitutionnel a validé la proposition de loi de pays visant à transférer le bénéfice de la taxe sur les jeux à la Province Sud. Cette dernière obtient ainsi la prérogative de collecte des centimes additionnels sur les jeux d'argent, jusqu'alors attribuée au Territoire. Le produit annuel de cette taxe est estimé à 2 milliards de F CFP.

Labellisation HQE pour le Médipôle de Koutio

Suite à un audit intermédiaire réalisé par la société Certivea, le Médipôle, dont la construction se poursuit sur la zone de Koutio, deviendra à sa livraison en janvier 2016 le premier bâtiment public calédonien à se prévaloir de la certification Haute Qualité Environnementale (HQE).

Règlementation de la possession d'armes de chasse

Des quotas de possession sur les armes ont été instaurés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française par le décret n°2015-130 du 5 février 2015. A compter d'avril 2015, les tireurs sportifs seront autorisés à posséder au maximum huit armes (quatre pour les personnes mineures) et 1000 munitions. Ils devront vendre leurs autres armes, les neutraliser ou les déposer pour destruction à l'un des 18 armuriers installés sur le Territoire, et ce dans un délai de six mois.

Les producteurs calédoniens représentés à l'étranger

Plusieurs entrepreneurs calédoniens étaient présents à la 40^{ème} exposition internationale consacrée à l'alimentation et aux boissons, organisée du 3 au 6 mars 2015 à Tokyo. La Nouvelle-Calédonie était également représentée par la Fédération des Industries de la Nouvelle-Calédonie (FINC), venue défendre le potentiel à l'exportation du Territoire. Cette exposition a réuni 3 000 exposants venus de 79 pays, et près de 80 000 professionnels du commerce. Comme chaque année, la Nouvelle-Calédonie disposait également d'un stand au 52^{ème} salon de l'Agriculture de Paris, fréquenté cette année par près de 700 000 visiteurs.

Déplacement de Cynthia Ligeard à Paris

Cynthia Ligeard, présidente par intérim du gouvernement, a effectué un déplacement de quelques jours à Paris début mars. Elle y a rencontré la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, ainsi que le Président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et des représentants du Sénat. La désignation de l'exécutif calédonien a fait partie des dossiers abordés lors de ces entretiens. Les négociations se poursuivent en effet à l'initiative de différents partis politiques en vue d'éventuelles alliances, les membres du gouvernement n'ayant pu s'accorder au cours des dernières semaines sur un candidat commun à la tête du Gouvernement.

La présence chinoise dans le Pacifique débattue aux îles Samoa

Un colloque consacré au rôle grandissant de la Chine dans le Pacifique s'est tenu à la fin du mois de février à Apia, capitale des îles Samoa. Chercheurs en sciences économiques et sociales, diplomates et connaisseurs de la zone y ont confronté pendant trois jours leurs vues sur le rôle joué par la deuxième puissance économique mondiale dans la zone Pacifique.

Changement de direction pour la SLN

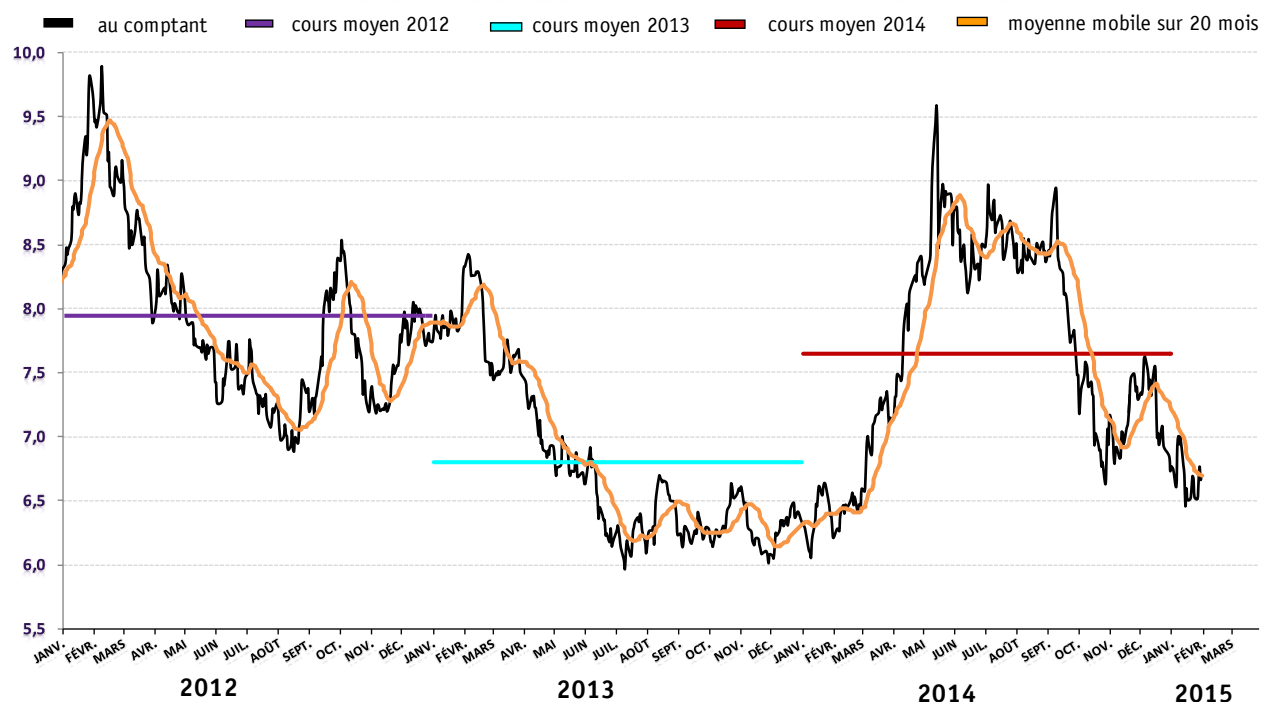
Pierre Gugliermi, actuel directeur général de la Société-Le Nickel (SLN) a annoncé son départ à la retraite le 31 mars prochain. Il sera remplacé par son adjoint, Jérôme Fabre, mais conservera la Présidence du Conseil d'administration au moins jusqu'au 4 juin 2015.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-15	105,08	-0,3%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-14	5 880	-4,2%	7,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	janv.-15	12 192	1,7%	117,8%
	cumulées	janv.-15	12 192	-	117,8%
Importations	mensuelles	janv.-15	25 200	-9,0%	8,0%
	cumulées	janv.-15	25 200	-	8,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-15	6,59	-1,6%	2,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-15	693	0,7%	23,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	janv.-15	330	-48,2%	348,0%
	cumulées	janv.-15	330	-	348,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	janv.-15	8 323	42,4%	103,3%
	cumulées	janv.-15	8 323	-	103,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-14	12 533	18,2%	7,0%
	cumulés	déc.-14	107 187	-	-0,5%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		févr.-15	101,50	0,16%	-0,02%
• IRL (p)		févr.-15	119,94	-0,01%	0,01%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-15	16	11,0%	-44,7%
	cumulées	janv.-15	16	-	-44,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-15	22	28,2%	-48,8%
	cumulées	janv.-15	22	-	-48,8%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-15	497	22,4%	3,3%
	cumulées	févr.-15	903	-	-10,9%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-13	févr.-14	févr.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	15 971	14 985	16 592	-6,2%	10,7%
Dépôts à vue	248 606	269 656	305 303	8,5%	13,2%
Total M1	264 577	284 641	321 895	7,6%	13,1%
M2-M1	106 734	112 954	116 275	5,8%	2,9%
Total M3	593 872	589 852	622 224	-0,7%	5,5%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-12	déc.-13	déc.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	456 762	452 929	457 721	-0,8%	1,1%
Ménages	403 923	409 701	418 471	1,4%	2,1%
Collectivités locales	60 060	74 063	94 210	23,3%	27,2%
Autres agents	16 069	15 715	15 590	-2,2%	-0,8%
Total encours sain	936 813	952 408	985 992	1,7%	3,5%
Créances douteuses brutes	19 022	29 611	29 380	55,7%	-0,8%
Total encours brut	955 835	982 019	1 015 371	2,7%	3,4%

Interdits bancaires

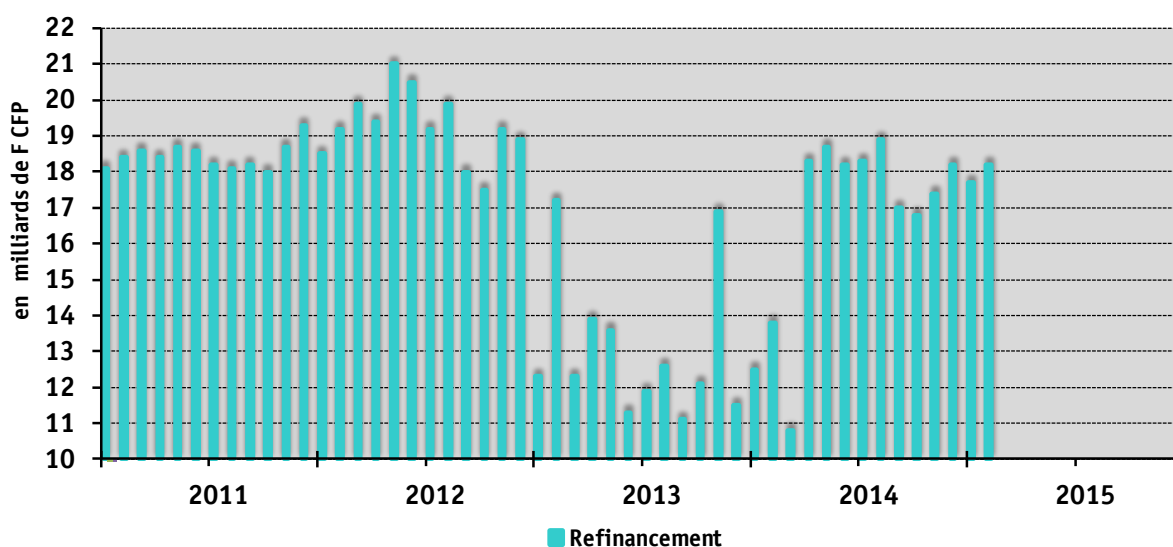
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	janv.-15	7 774	1,6%	-2,0%
	dont personnes physiques	janv.-15	6 907	1,9%	-2,1%
	dont personnes morales	janv.-15	867	-1,0%	-1,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	févr.-15	17 531	0,5%	8,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-15	5 437	1,3%	7,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-15	18,2	3,2%	31,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation*	févr	104,8	105,1	0,2%
Entreprises				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	déc	3 541	3 474	-1,9%
cessations d'entreprises (p)	déc	3 150	3 269	3,8%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire *	janv	876	867	-1,0%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc	31 872	35 786	12,3%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP) *	févr	2 004	1 127	-43,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs *	févr	616	481	-21,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	5 491	5 880	7,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 323	7 028	11,2%
chômeurs indemnisés *	janv	2 050	2 105	2,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire *	janv	7 055	6 907	-2,1%
décisions retraits cartes bancaires *	janv	310	211	-31,9%
incidents paiements sur chèques *	janv	3 540	2 514	-29,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs *	févr	1 013	903	-10,9%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP) *	févr	2 299	2 348	2,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 377	35 675	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 045	17 141	0,6%
Echanges				
nombre de touristes	déc	107 753	107 187	-0,5%
nombre de croisiéristes	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année *	févr	6,41	6,64	3,6%
cours du nickel au LME en \$/lb *	févr	6,44	6,59	2,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes) *	janv	74	330	348,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP) *	janv	265	1 654	524,4%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu) *	janv	4 094	8 323	103,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP) *	janv	4 975	9 455	90,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes) *	janv	28	16	-44,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP) *	janv	43	22	-48,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes *	janv	5 284	11 131	110,7%
part de ces produits dans le total des exportations*	janv	94,4%	91,3%	-3,1 pts
total des importations (M FCFP)*	janv	23 344	25 200	8,0%
total des exportations (M FCFP)*	janv	5 597	12 192	117,8%
taux de couverture*	janv	23,98%	48,38%	24,4 pts
recettes douanières (M FCFP)*	janv	4 201	3 986	-5,1%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue *	févr	269 656	305 303	13,2%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire) *	févr	284 641	321 895	13,1%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret) *	févr	397 595	438 170	10,2%
Dépôts à termes *	févr	192 218	184 054	-4,2%
M3 (M2 + Dépôts à termes) *	févr	589 852	622 224	5,5%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises) *	févr	3 840	4 406	14,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	déc	3,48%	3,74%	0,3 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	déc	982 019	1 015 371	3,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	déc	409 701	418 471	2,1%
dont crédits à l'habitat	déc	329 342	337 957	2,6%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	déc	83 638	75 075	-10,2%
dont crédits d'investissement	déc	235 173	242 294	3,0%
dont crédits à la construction	déc	117 498	127 084	8,2%
Collectivités locales				
dont d'investissement	déc	71 470	92 643	29,6%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	déc	29 611	29 380	-0,8%
taux de créances douteuses brutes	déc	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	déc	715 081	732 505	2,4%
Ménages	déc	376 117	390 389	3,8%
Sociétés	déc	227 682	240 544	5,6%
Autres agents	déc	111 282	101 572	-8,7%
dont assurances-vie	déc	106 818	113 733	6,5%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2015/2014

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux	date d'effet
	27/02/2015	30/01/2015	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%	15/10/2001
EONIA	0,0640%	0,0860%	- 0,022 pt					
EURIBOR 1 mois	-0,0050%	0,0010%	- 0,006 pt					
EURIBOR 3 mois	0,0390%	0,0540%	- 0,015 pt					
EURIBOR 6 mois	0,1100%	0,1320%	- 0,022 pt					
EURIBOR 12 mois	0,2330%	0,2700%	- 0,037 pt					
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal 2015			taux	JORF
	févr.-15	janv.-15	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,06%	27/12/2014
TMO	0,8600%	0,9400%	- 0,080 pt					
TME	0,6600%	0,7400%	- 0,080 pt					
				autres cas			0,93%	
				Définitions				
				EONIA: Euro OverNight Index Average				
				EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate				
				TMO : taux moyen des obligations publiques				
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme				

devise	USD			JPY			GBP		
	27/02/2015	30/01/2015	31/12/2014	27/02/2015	30/01/2015	31/12/2014	27/02/2015	30/01/2015	31/12/2014
taux JJ	0,150%	0,090%	0,175%	nd	nd	0,044%	0,520%	0,490%	0,450%
3 mois	0,430%	0,360%	0,425%	nd	nd	0,112%	0,650%	0,600%	0,600%
10 ans emprunts phares	2,020%	1,680%	2,180%	0,340%	0,280%	0,330%	1,770%	1,360%	1,760%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts-relais	4,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
Autres prêts		Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,37%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,21%	Découverts en compte	13,27%
		(1) y compris commission du plus fort découvert	

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,1670	1 NZD/XPF	80,3635	1 HKD/XPF	13,6900	1 GBP/XPF	163,9623	
100 JPY/XPF	89,0203	1 AUD/XPF	83,1117	1 SGD/XPF	78,0507	100 VUV/XPF	102,2306	1 FJD/XPF	52,2651